

De fausses rumeurs autour d'un possible rétrécissement de la voie à hauteur de Tohoun



Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0316 du Mercredi 08 Novembre 2017 - 250 F CFA / Etranger 1€



Don BB Lomé :



Match amical Journée FIFA :



Le Togo joue l'île Maurice ce Dimanche

P3



**Les milieux diplomatiques
accueillent positivement P4
les mesures d'apaisement
annoncées par le gouvernement**

La presse sénégalaise s'intéresse à la crise togolaise

Le ministre de la Sécurité se réjouit du bon déroulement des manifestations



Le Chef de l'Etat s'enquiert des besoins des populations dans la région des Savanes

Le Chef de l'Etat, SEM Faure Essozimna Gnassingbé a effectué en fin de semaine dernière une tournée dans la région des Savanes.

Il est allé à la rencontre des populations de ces localités. Jeunes, femmes, cadres, sages, autorités locales ont pu au cours de ces discussions, exposer directement leurs doléances au Président de la République en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie et du développement de leur communauté.

« Je fus très ému par l'enthousiasme des populations avec lesquelles nous avons eu des échanges bien riches. Dans une ambiance empreinte de convivialité, les jeunes et cadres ont partagé avec moi leurs préoccupations et leur engagement à bâtir notre pays », a déclaré Faure Gnassingbé au terme de ces échanges.

L'autre pan de la tournée du



Chef de l'Etat fut la visite de plusieurs chantiers en cours de réalisation dans la région " pour vérifier personnellement leur état d'avancement" selon ses



propres mots.

Que ce soit au niveau du pont reliant Koni et Kongbane, du barrage de Dalwak, du magasin de stockage de 3000 tonnes de Komboloaga, ou de

la piste de Natbagou, le Président togolais a souhaité que ces travaux soient finalisés avec diligence dans le respect des normes internationales de qualité.

Il est prévu en amont, sur le barrage de Dalwak dans la localité de Karsomé des travaux de curage pour restaurer la capacité de 1.000 m3 d'eau au barrage avec protection par délimitation et reboisement puis en aval un aménagement d'une zone agro-pastorale de 100 hectares.

Quant au pont sur la rivière de Koni, il reliera les quartiers Koni et Kongbané et d'une longueur de 22m sur 9m de large.■

2ème édition de la QEDD / M. Adédji K. Efanam, DG de ANGE fait le point :

« Je peux dire que nous sommes à 80% satisfaits »

C'est la 2ème fois consécutive que l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE) organise la Quinzaine de l'Environnement et du Développement Durable (QEDD). Cette dernière édition s'est tenue du 16 au 30 Octobre dernier autour du thème « rôle des collectivités décentralisées et des communautés à la base dans la gestion de l'environnement ». Dans une interview accordée aux médias, M. Adédji K. Efanam fait le point de cette récente édition.



Et comme vous l'avez constaté, il y a un contexte de crise socio-politique qui ne nous a pas permis de couvrir tout le programme.

Mais nous allons quand même échelonner, nous irons pour terminer ce que nous avons commencé au niveau local, au niveau des chefs-lieux de région pour essayer de porter les messages de sensibilisation à ces populations pour arriver à un voisinage de 100% de réussite pour cette édition.

Le Libéral : Pour cette édition, particulièrement l'on a vu une forte implication de la communauté universitaire. Quel a été son apport pour cette récente QEDD ?

DG ANGE : Je voudrais dire ici qu'en instituant la QEDD, le gouvernement a pris soin de la subdiviser en 3 composantes : la 1ère composante c'est de faire de cette QEDD un cadre de sensibilisation et d'information, la 2ème

composante est de faire d'elle un forum de la promotion et du développement de la recherche scientifique et la 3ème consiste à faire d'elle une plate-forme de visibilité de tous les œuvres en matière environnementale.

Cette édition, la communauté universitaire s'est donc impliquée pour assurer la 2ème composante qu'est la recherche scientifique.

C'est l'occasion pour nous donc de remercier les universités et les étudiants pour leur apport. Nos remerciements vont également à HITECH pour avoir accepté former les étudiants et les fonctionnaires sur le Système d'Information Géographique (SIG).

Le Libéral : Il a été également organisé un concours scientifique sanctionné par une remise de prix aux 3 lauréats ayant présenté les meilleurs projets. Quelle suite sera donc donnée à ses projets ?

DG ANGE : A l'issue de ce concours, 10 ont été retenus et 3 primés. Déjà on a fait des pas vers les bailleurs, les partenaires pour que ces projets ne soient pas des projets de publicité.

Le Libéral : Quelles ont été les difficultés que vous avez rencontrées lors de cette édition ?

DG ANGE : Et oui, les difficultés c'est que nous avons espéré plus d'apport de la part de nos partenaires mais avec le report de cette édition de juin à octobre a fait que nos partenaires n'ont pas pu nous appuyer convenablement.

Le Libéral : Quelles sont alors les perspectives pour la prochaine édition ?

DG ANGE : Pour l'édition 3, nous n'avons pas encore défini le thème mais nous voulons faire en sorte que la question de l'appropriation du principe même de la protection de l'environnement soit effective au niveau des promoteurs et des gouvernants voilà notre projection pour la 3ème édition.

Le Libéral : DG merci

DG ANGE : C'est moi qui vous remercie.■

Entretien réalisé par T. Alain



Récepté N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction
PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)

Correcteur
S. Didier
Infographie
JPB

Adresse
Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démapoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
La Colombe
Tirage
1000 exemplaires

Interview avec Gerry TAAMA président du NET : Le dialogue : « On y sera sans faute »

Rentré d'une tournée qui la conduit dans plusieurs villes du pays, Gerry TAAMA le président du Nouvel Engagement Togolais (NET) a bien voulu répondre à nos questions. L'ancien candidat à la dernière élection présidentielle parle de sa tournée, il se prononce également sur le dialogue annoncé par le gouvernement.

LE LIBERAL : M. Gerry TAAMA, bonjour!

Gerry TAAMA : Bonjour

LE LIBERAL : Vous revenez d'une tournée qui vous a conduit à l'intérieur du pays, vous avez été allé à la rencontre des populations, d'abord pourquoi une telle tournée en ce moment précis et quelles sont vos impressions après ce périple?

Gerry TAAMA : Notre pays connaît depuis quelques mois une crise politique majeure, ponctuée de morts d'hommes et de dégâts matériels très importants. On remarque cependant que les incidents sont localisés uniquement dans quelques villes. Les autres localités ne sont pas touchées. Il nous faut informer et former nos militants. Les informer sur l'actualité politique. Et les former sur la culture de la non-violence surtout.

LE LIBERAL : Du nouveau dans la crise politique togolaise, le gouvernement annonce l'ouverture d'un dialogue avec toute la classe politique, comment avez-vous accueilli cette nouvelle au NET?

Gerry TAAMA : Nous sommes l'un des tous premiers partis à avoir demandé directement au chef de l'Etat, l'ouverture d'un dialogue.

C'est donc une première étape qui vient d'être franchie. Et nous nous en réjouissons, mais le plus dur est devant. Les attentes sont grandes et les promesses importantes.

LE LIBERAL : Le gouvernement a également pris des mesures allant dans le sens de l'apaisement, pensez-vous qu'elles soient suffisantes et capables de faire baisser la tension dans le pays?

Gerry TAAMA : Nul n'a vraiment intérêt à ce que les violences se poursuivent. Je crois que tous les acteurs ont vraiment intérêt à ce que tout se passe bien. La violence appelle souvent la violence et c'est souvent des personnes innocentes qui



Gerry K. Taama, président du NET

subissent. Mais tout montre réellement une prise de conscience du risque d'implosion et tous les acteurs travaillent à ramener la paix sociale

LE LIBERAL : Est-ce que le NET ira au dialogue annoncé par le gouvernement?

Gerry TAAMA : Oui, bien sûr. On ne peut pas demander le dialogue et ne pas répondre présent. On y sera sans faute.

LE LIBERAL : Selon vous qu'elle pourrait être les sujets qui devraient être discutés à ce dialogue?

Gerry TAAMA : Les sujets à notre sens sont les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Sur le plan de la constitution, il faut fusionner les propositions de ADDI-ANC au projet du gouvernement.

Pour les réformes institutionnelles, il faut revoir le code électoral, surtout le vote des Togolais de la diaspora, le fichier électoral, le découpage électoral, et la composition de la CENI.

LE LIBERAL : De l'optimisme au NET? Pensez-vous que ce dialogue annoncé peut être un début de solution pour une

sortie de crise?

Gerry TAAMA : Il est la solution contre le référendum. Si certains décident de ne pas y aller et que nous ne trouvons pas de compromis au référendum, ils en porteront la responsabilité.

LE LIBERAL : Malgré l'appel au dialogue, la coalition des 14 partis maintient toujours les marches. Comprenez-vous cette position?

Gerry TAAMA : Les marches et le dialogue sont deux choses différentes mais complémentaires. On peut manifester et discuter. Que les marches soient un moyen de pression est une bonne chose. C'est les marches pour les marches qui est sans résultat.

LE LIBERAL : Vous avez marché ces derniers temps aux côtés de la coalition, est-ce que vous serez encore dans les rues durant les trois jours?

Gerry TAAMA : Nous avons laissé à nos militants la latitude de participer aux marches, et certains même de notre bureau national y sont. Mais comme vous le savez, nous avons reçu des menaces directes sur notre intégrité physique et nous avons jugé raisonnable de ne

pas nous y présenter. Les marches comme actes de pression en vue du dialogue restent pertinentes.

LE LIBERAL : Le NET est représenté à la CENI, un choix que l'opinion favorable à l'opposition n'a pas du tout apprécié que répondez-vous à ceux qui vous accusent de faire le jeu du pouvoir?

Gerry TAAMA : Si le NET fait le jeu du pouvoir, donc tous les partis qui ont une fois siégé à cette CENI font le jeu du pouvoir. La CENI va organiser les élections législatives et locales en 2018. Et le NET est aujourd'hui un parti suffisamment actif pour être à la CENI au titre des partis extraparlamentaires. C'est tout. Ceux qui pensent avoir le monopole de l'opposition au Togo feraient mieux de se réveiller.

LE LIBERAL : Mot de fin!

Gerry TAAMA : Notre pays est à un carrefour de son histoire. Il faut absolument tout faire pour sauvegarder l'unité nationale, tout en garantissant la pleine jouissance des libertés rendues possibles grâce à la démocratie.

Interview réalisée par
Fabrice PETCHEZI

Des gestes d'apaisement :

Un grand pas vers le dialogue

Un élément nouveau dans la crise politique qui secoue le Togo, hier le gouvernement a pris des mesures allant dans le sens de l'apaisement. Il s'agit entre autres mesures, de la remise en liberté de 42 personnes interpellées, jugées et condamnées par diverses juridictions dans le cadre des récentes manifestations violentes, le gouvernement annonce également la restitution des motocyclettes saisies, à Lomé, lors de la manifestation du 7 septembre 2017 et ce, après 22 heures, on évoque aussi la levée de la mesure de contrôle judiciaire de monsieur Jean-Pierre FABRE, chef de file de l'opposition dans la procédure des incendies.

Ces mesures annoncées à la veille des trois jours de manifestation prévues par la



Le Président Faure Gnassingbé

coalition des 14 partis politiques devraient en principe contribuer à faire baisser la tension politique qui est montée d'un cran depuis le 19 Août dernier. Le geste du gouvernement est loin d'être anodin il constitue un bon préalable pour un dialogue dont on annonce d'ailleurs l'ouverture avec l'ensemble de l'opposition dans la capitale togolaise. Le gouvernement espère donc que tout ceci conduira les partis politiques concernés à agir avec la plus

grande retenue et responsabilité et à œuvrer pour l'intérêt national pour la sauvegarde de la paix et de la cohésion nationale.

Cette main tendue du gouvernement sera-t-elle saisie? Depuis quelques jours des voix s'élèvent pour la tenue d'un dialogue sincère seule option pour une réelle sortie de crise. C'est d'ailleurs la position de la communauté internationale notamment l'Union africaine, la CEDEAO et les partenaires notamment

l'Union européenne les USA, la France.

Les dernières mesures prises par le gouvernement viennent s'ajouter au projet de réformes constitutionnelles qui la limitation des mandats et le mode de scrutin à deux tours. La coalition des 14 quant à elle ne veut plus entendre parler de réformes et exige tout simplement le retour à la constitution de 1992 et le départ immédiat du chef de l'Etat du pouvoir.

Qu'à cela ne tienne, la crise commence par trop durer et l'impact sur les activités économiques commence par se faire sentir. Le dialogue annoncé est une chance pour la classe politique d'envisager le bout du tunnel dans la crise politique qui cristallise les attentions.■

PF

Violences et violations causées par les manifestations dites pacifiques du 05 octobre dernier :

Des actions en justice contre les organisateurs intentées par le CJD

Le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD), au cours d'une sortie médiatique en date de ce lundi 06 novembre, a une fois de plus fermement condamné les violences et violations flagrantes qui ont émaillé les manifestations publiques de la coalition des 14 partis politiques, tenues le 05 octobre dernier et affirme préparer des actions en justice contre les organisateurs de cette marche conformément aux articles 25 et 26 de la Charte des partis politiques et du nouveau code pénal.

Ce collectif déplore en effet ne pas avoir vu un discours modéré et apaisant de la part des acteurs politiques de l'opposition dans la préparation et dans l'organisation de cette

marche. Au contraire ce sont des mots « marche de la colère », « Togo mort », des formes insidieuses d'appel à la violence qui ont été délivrés par les états major.

Aussi, sur les traces de ces appels, de nombreuses violences et voies de faits ont été commis à l'égard des populations civiles qui ont choisi vaquer librement à leurs train-train quotidien ce jour.

« Arrivé au marché (grand marché de Lomé, ndlr), un groupe de manifestants menace les bonnes dames tout en renversant leurs marchandises au sol et de là certaines vendeuses ont pris la fuite en laissant leurs marchandises et dans le groupe, il y a des gens qui volent. Lorsque les vendeuses ont pris refuge



dans l'enceinte du marché, les manifestants ont escaladé le mur pour rentrer dans l'enceinte afin de saccager les marchandises des bonnes dames précisément celles qui vendent les poissons et les autres membres de ce groupe qui sont en dehors de l'enceinte lapident les gens», déplore le CJD qui a regroupé les victimes de ces violations en un collectif dénommé « le Collectif des victimes du 05 octobre 2017 ». Et à la déclaration du CJD de

poursuivre.

« Il y a eu des jets de pierres, d'autres sur leurs motos rentrent à toute vitesse au cœur du marché et arrachent les produits et argent des commerçants, de là on pouvait lire l'identification de la moto 84 04 BX portant deux manifestants tout en frappant du pied les étalages de bonnes dames »

Suite à ces graves accusations du CJD et du collectif des victimes du 05 octobre 2017, l'on est en droit aujourd'hui de s'interroger réellement sur les mesures réparatrices en matière d'une justice équitable et des mesures

sociales à apporter aux victimes de ces violentes manifestations observées au Togo depuis bientôt trois mois.

En tout état de cause, le CJD « lance un appel pressant aux autorités compétentes afin qu'une enquête soit ouverte pour situer les responsabilités et que les coupables soient punis conformément aux lois en vigueur » et « exhorte le gouvernement togolais à prendre ses responsabilités et toutes les mesures adéquates pour mieux encadrer les manifestations et agir avec plus de fermeté par rapport aux manifestations violentes. »

Le collectif propose pour finir que les organisateurs des marches souscrivent désormais aux assurances pour couvrir les dommages et intérêts causés lors des marches qu'ils organisent.

Démocrate

La coalition des 14 maintient les marches malgré l'annonce du dialogue:

Le ministre de la Sécurité se réjouit du bon déroulement des manifestations

Malgré les mesures d'apaisement prise par le gouvernement et l'annonce de l'ouverture d'un dialogue avec l'ensemble de l'opposition, la coalition des 14 partis a maintenu ses manifestations qui doivent s'étendre sur trois jours. Même si elles ont fait flop à Lomé et dans la plupart des villes ou elles ont été programmées elles ont tout même eu lieu.

Dans l'ensemble les manifestations se sont bien déroulées selon le ministre de la sécurité Yark Damehane en conférence de presse hier comme à son habitude.

Il vrai que les mesures du gouvernement sont intervenues à la veille pratiquement à quelques heures de la première



Col Yark Damehane, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

manifestation à savoir celle du mardi. Il est cependant trop prématuré de parler d'un rejet de la proposition faite par le gouvernement d'aller à un dialogue.

Il faudra attendre les prochains jours dans les cas la coalition des 14 annonce une conférence de presse ce mercredi, l'on pourra à cette

rencontre avoir peut être une idée précise de la position de l'opposition sur l'ouverture d'un dialogue avec l'ensemble de l'opposition. Les quelques militants qui ont battu pavé hier mardi scandaient des slogans hostiles au chef de l'Etat à qui ils demandent la démission pure et simple.■

Dick Mensah

Le SNU et les représentations diplomatiques accueillent positivement les mesures d'apaisement annoncées par le gouvernement



Dans un communiqué conjoint rendu public hier, la coordination du système des nations unies, la délégation de l'union européenne, l'ambassade de France d'Allemagne et des Etats unis disent accueillir positivement les mesures d'apaisement annoncées par le gouvernement.

Elles appellent par la même occasion, toutes les parties à saisir l'opportunité du dialogue qu'offre le gouvernement pour une sortie de crise.

Les représentations diplomatiques demandent par ailleurs aux manifestants de témoigner de leurs convictions par des moyens pacifiques.■

Crise sociopolitique au Togo : Le mouvement NOVI propose une stratégie en 3 phases pour une sortie de crise

La crise socio-politique que traverse le Togo depuis le 19 août dernier avec les manifestations de l'opposition pour exiger le retour à la constitution de 1992 interpelle plus d'uns avec les violences qui s'y mêlent et les dégâts connus. Face à cette situation il faudrait une solution de sortie de crise, et laquelle donc ? Le mouvement Nouvelle vision (NOVI) présidé par le Dr Kodjovi Aubin Thon en apporte une basée sur la « stratégie 4-3-2-1 » et qui se résume en trois phases.

En conférence de presse le jeudi 02 novembre dernier à Lomé, ce dernier a partagé avec les journalistes son approche pour la résolution durable de cette crise politique que traverse le pays pour le bien-être du peuple.

Cette démarche se résume en trois grandes phases dont la première consiste à faire une analyse profonde et dépassionnée permettant de déceler les réels problèmes et facteurs historiques qui sont à la base du soulèvement d'une partie du peuple et de la résistance de l'autre. L'identification des grands acteurs de cette crise et l'investigation sur les véritables motivations ou intérêts que poursuit chacun d'eux reste la deuxième



phase. En troisième lieu il sera question de trouver la solution objective pouvant satisfaire les finalités identifiées et assurer le développement du peuple.

A l'issue de cette démarche et partant du constat que les manifestations de mécontentements actuelles sont basées sur la recherche du bien-être par le peuple et du fait de la gouvernance du

Togo par une seule famille, Dr Kodjovi Aubin Thon propose des solutions à l'ensemble des 6 acteurs majeurs qu'il identifie dans la crise qui n'a fait que trop durée.

Ainsi pour le régime en place, Dr Kodjovi Aubin Thon sur la période 2018-2020, propose la création de vrais grands travaux de développement ce qui permettrait d'offrir à la jeunesse de l'emploi, et

ensuite d'ouvrir les postes de gouvernance à tous les acteurs disposant des compétences pour servir le peuple.

A l'opposition qui dans sa lutte est à la quête de l'alternance, le Mouvement NOVI propose de participer aux mérites de leurs compétences au prochain gouvernement afin de travailler ensemble pour le développement voulu de tous. Un acte qui permettra l'instauration d'une confiance.

« Pour les leaders de l'opposition, il s'agira d'accepter servir la nation dans la nouvelle équipe gouvernante et de prouver leur attachement au peuple et leurs capacités de gestions dans les missions et responsabilités qui leurs sont confiées », a indiqué Dr Kodjovi Thon Aubin.

Ce dernier prône aux profits de la diaspora togolaise, la mise en place des mesures

incitatives et des garanties devant encourager ces derniers à venir investir. Ce qui permettra de créer non seulement des emplois mais d'autres opportunités.

Aux multinationales il appelle à démontrer leur sensibilité à la crise que traverse le peuple togolais en acceptant la révision des conditions de vie et de travail des nationaux voire la création de nouvelles opportunités d'emploi garantissant une stabilité politique indispensable à celle de leurs investissements.

Dans cette dynamique, le Mouvement NOVI se propose dans les prochains jours de rencontrer les leaders de l'opposition et du gouvernement dans l'objectif de proposer aux deux entités son approche de solution afin de ne pas faire sombrer le Togo dans un contexte où les compétences et les voies de sortie de crise sont n'en manque pas. ■

BB Lomé : 200 tables bancs pour soutenir les élèves de la communauté d'Agoè-Nivé

La Brasserie BB Lomé a offert 200 tables bancs aux écoles primaires et publiques de la préfecture d'Agoè. La cérémonie de remise de ces tables bancs est intervenue ce lundi 06 novembre à l'EPP Agoè-Nyivé et s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la responsabilité sociétale de la BB Lomé.

Pour le Directeur Général de la BB Lomé, cette initiative vient répondre à la demande faite par l'Union des Communautés d'Agoè-Nyivé pour le Développement (UCAD) et s'inscrit dans la stratégie d'entreprise de la BB Lomé basée sur le développement des communautés locales et la préservation de l'environnement. Cette stratégie d'entreprise comprend quatre axes en l'occurrence la santé, l'agriculture, la gestion des déchets et l'éducation, axe dans



lequel s'inscrit cette activité.

Elle vient également répondre au souci de l'amélioration de l'environnement commun.

« Investir dans ces enfants et dans l'éducation, c'est protéger et préserver nos employés de demain », a-t-il confié.

Le Président de la Délégation Spéciale de la Préfecture du Golfe, Kossi Aboka a loué les efforts de la BB Lomé, exhorté les bénéficiaires à en faire un bon usage avant de lancer un appel à la paix car dit-il, « sans la paix, aucune activité économique n'est possible et

sans économique, aucune responsabilité sociétale ne peut être mis en œuvre ».

L'ancien ministre Kpétigo, Président de l'UCAD trouve dans cet accueil favorable et don de la BB Lomé les germes d'un partenariat fiable et soutenu afin de soutenir les populations de la communauté d'Agoè-Nyivé. Il a cependant rappelé que les écoles publiques de la préfecture sont toujours en manque de tables bancs et que tout don est bien venu. Ce besoin serait estimé à près de 1800 bancs d'où une opération

2000 bancs dont la brasserie a pris en charge 200 à hauteur de 3 000 000 FCFA.

œuvre sa responsabilité sociétale à hauteur de 10 000 000 FCFA à l'horizon 2018. ■

La BB Lomé prévoit mettre en

Démocrate

MESSE ANNIVERSAIRE
11 Novembre 2016 - 11 Novembre 2017

Voici un an déjà qu'il a plu au seigneur de rappeler à lui dans sa bonté,

Cléophas Essodeina PETCHEZI
Secrétaire général adjoint à la
Présidence de la République

Pieusement endormi dans le Seigneur le 11 novembre 2016 dans sa 47e année.

En ce jour anniversaire de sa disparition, son épouse, ses enfants, la famille PETCHEZI, les familles parentes et alliées vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient de bien vouloir assister et de vous unir d'intention à la

Messe Anniversaire qui sera dite le Samedi
11 Novembre 2017 à 6 heures
à la Paroisse Marie THEOTOKOS d'Agoènyvé.

Les salutations d'usage seront reçues sur le parvis de l'église à l'issue de la messe.

La presse sénégalaise s'intéresse à la crise togolaise

La crise sociopolitique fait la une de la presse internationale. Dans cette parution, nous vous proposons cette réflexion de Madimbal DIAGNE paru le quotidien un journal privé du Sénégal. L'auteur de l'article qui n'est autre que le Directeur de publication du journal en question est aussi le président de l'union de la presse francophone (UPF)

Togo, si l'on n'y prend garde... par MADIAMBAL DIAGNE

Depuis le 19 août 2017, le Togo vit une grave crise politique. On peut dire une crise de plus ? Sans doute, mais les derniers soubresauts de la vie politique au Togo laissent augurer une situation qui compromettrait, à terme, une certaine stabilité dans ce pays et par ricochet enfoncerait davantage la sous-région de l'Afrique de l'Ouest dans des troubles profonds. L'opposition au régime de Faure Gnassingbé organise des marches pour exiger des réformes institutionnelles et le départ immédiat du chef de l'Etat. Depuis cette nouvelle éruption politique, des violences ont été enregistrées, et déjà un décompte macabre dresse un bilan de huit personnes tuées dont des civils et des éléments des forces de sécurité. Les ingrédients sont réunis pour un embrasement encore plus dangereux de la

situation. Tous les acteurs ont leur part de responsabilité dans cette crise qu'il convient de régler au plus vite pour éviter que le Togo ne sombre et que les convulsions ne marquent la sous-région. «Faire partir Faure maintenant ou jamais !», un slogan cul de sac On peut dire qu'il est légitime pour toute opposition politique de se mettre en ordre de bataille afin d'exiger des avancées démocratiques, et d'utiliser les moyens et stratégies qu'elle juge les plus pertinents. Seulement, à observer les actions mises en œuvre sous l'égide de la nouvelle figure de l'opposition togolaise, en la personne de Tikpi Salifou Atchadam, on peut être dubitatif sur les véritables motivations.

En effet, les revendications de l'opposition portaient initialement sur les exigences d'un processus électoral plus transparent et l'adoption de réformes institutionnelles qui instaурeraient un scrutin à deux tours pour l'élection présidentielle et la limitation des mandats du chef de l'Etat. De telles revendications restent parfaitement dans la norme mise en œuvre dans les régimes démocratiques, mais là où le bât blesse, c'est que l'opposition a exigé le départ immédiat du Président Faure Gnassingbé, élu pour un nouveau mandat de 5 ans

en 2015. L'argumentaire de l'opposition est de retourner à la Constitution de 1992 qui interdisait un troisième mandat successif pour le président de la République. Seulement ce que l'opposition semble oublier, c'est que cette Constitution de 1992 avait déjà été révisée pour faire sauter la limitation du nombre de mandats. La même opposition en avait été assez consciente qu'elle avait accepté pour le Président Faure Gnassingbé de briguer un troisième mandat en 2015, et cette dernière réélection n'avait fait l'objet d'aucune contestation. C'est dire que le retour à la nouvelle limitation du nombre des mandats du président de la République ne pourrait se faire que dans le cadre d'une nouvelle réforme constitutionnelle. Le gouvernement s'est déjà engagé à mettre en œuvre la réforme par la voie parlementaire ou référendaire.

Il reste toutefois que l'opposition voudrait que la nouvelle réforme soit rétroactive et donc s'appliquer au mandat en cours. Les juristes du monde entier refusent d'envisager une telle possibilité en se référant notamment aux jurisprudences, en la matière, des hautes juridictions française, sénégalaise, burkinabè, malienne, ivoirienne et béninoise, pour ne

citer que les pays les plus proches du Togo.

Tikpi Atchadam, le leader du Parti national panafricain (Pnp), et ses amis semblent vouloir élever la barre le plus haut possible pour obtenir de Faure Gnassingbé de ne pas se représenter en 2020. Ainsi, exigent-ils son départ immédiat. Tikpi Atchadam harangue ses partisans avec sa formule : «Il faut faire partir Faure maintenant ou jamais !» Jean Pierre Fabre de l'Alliance nationale pour le changement (Anc) a souscrit à la même dynamique à l'occasion d'une autre manifestation le 9 septembre 2017. Cette dernière exigence constitue un véritable blocage. La confrontation devient inévitable entre les deux camps. Déjà, le 19 août 2017, un commissariat de police de la ville de Sokodé, fief de Tikpi Atchadam, a été attaqué et des armes ont manqué au décompte effectué par les services de sécurité.

A quelles fins des armes ont été emportées par des manifestants ? Des agents des forces de sécurité publique ont été molestés et lynchés ce jour-là, sans pour autant que leurs collègues eussent fait usage de leurs armes, parce que formellement interdits par le gouvernement de le faire contre les manifestants. On peut augurer que le bilan aurait pu être beaucoup plus lourd si les militaires et policiers, montrés en débandade par des images triomphatrices partagées dans les réseaux sociaux par les manifestants, avaient utilisé leurs armes de guerre pour se défendre.

Les forces de sécurité avaient battu en retraite et laissé des hommes derrière eux, morts ou gravement blessés. Ce repli pourrait expliquer la facilité avec laquelle d'autres militaires, en faction devant le domicile d'un responsable militaire, avaient été égorgés nuitamment à Sokodé par

des personnes non identifiées.

La troupe ronge son frein et dans de nombreux messages partagés dans les réseaux sociaux à Lomé, des soldats disent leur courroux et leur volonté de venger leurs frères d'armes. Ils disent désormais vouloir refuser d'obéir aux ordres de la hiérarchie qui leur interdit, même s'ils sont attaqués, de faire usage de leurs armes. Il y a ainsi un péril grave. Le plus inquiétant est que les responsables de l'opposition incitent, à visage découvert, les jeunes manifestants à provoquer et harceler les militaires pour les pousser à commettre l'irréparable afin, disent-ils, de «précipiter le départ de Faure à l'instar de ce qui s'était passé au Burkina Faso avec Blaise Compaoré».

La dernière trouvaille des manifestants togolais est de balancer des sacs d'excréments humains sur les préposés au maintien de l'ordre. Comme cela, ils auront plus l'esprit à courir se nettoyer qu'à contrer les manifestants. Les grossières fautes de l'opposition L'opposition semble avoir les moyens de tenir sa mobilisation dans le temps. Elle s'évertue à organiser des marches toutes les semaines et tous les jours de la semaine. Les moyens déployés pour déplacer les manifestants et leur fournir une certaine logistique montrent que les nouveaux dirigeants de l'opposition politique togolaise ont eu le temps de bien se préparer en mobilisant des ressources financières importantes. L'opposition montre des signes de richesse, mais le pedigree de Tikpi Salifou Atchadam ne le présente pas comme susceptible de posséder d'importants moyens financiers.

Cet ancien fonctionnaire de 50 ans, devenu leader politique, qui a mis sur pied son propre parti en

Suite à la page 4

Match amical Journées FIFA :

Le Togo joue l'Île Maurice ce dimanche

L'équipe nationale du Togo mettra à profit les journées FIFA de ce mois de novembre. La bande à Claude Leroy accueille en amical dimanche prochain l'Ile Maurice au stade de Kégué. Mais avant ce match, les Eperviers, croisent le crampon en amical demain jeudi contre une sélection des Compétitions Nationales (Championnats et Coupes organisés par la FTF).

Cette sélection circonstancielle est dirigée par un staff composé de Ayivi EKUEVI entraîneur du club champion en titre. Il est appuyé dans cette tâche par OLOUFADE Adékanmi et ABONI Samuel.

Une liste de 20 joueurs a été retenue. Éliminé du prochain mondial, le Togo affûte ses armes pour les éliminatoires de la CAN 2019.

Voici la liste des joueurs retenus pour composer l'équipe circonstancielle

Gardiens



1) ABOTCHI Dové (A.S Togo Port)
2) YACOUBOU Nouroudine (SEMASSI)

Défenseurs

3) DOUNOU Kokou (SEMASSI)
4) KOVE Gilbert (A.S Togo Port)
5) AYI Djadja (A.S Togo Port)
6) DOGBATSE Junior (SEMASSI)
7) GANKE Kokou (DYTO)
8) OURO-NIMINI Bastou (UNISPORT)

9) AYARA Samoudine (KOROKI)

Milieux

10) NAYO Ayéba (AS Togo Port)
11) NOVON Efoé (AS Togo Port)

12) DADA Mensah (DYTO)
13) GADO Rachidou (SEMASSI)
14) TCHADENOU Farid (ASCK)

Attaquants

15) AGORO Ismaël (AGAZA)
16) AGORO Bilal (A.S OTR)
17) HUNDELE Ayi Abel (Togo Port)
18) KOUDAGBAN Kossi (ASCK)
19) TCHATAKORA Abdou Sèmiou (SEMASSI)
20) URO-BODY Arissou (UNISPORT)■

AVIS DE DECES

Le Directeur du journal "La Lanterne" et sa famille (soeurs et frères), ont le regret de vous annoncer le décès de leur très cher et regretté Papa



DUMAHASI Komlavi A. dit A.K. Francisco
Artiste-Commerçant, Vice-président de l'UNAA (Union Nationale des Artistes et Musiciens du Togo)

82 ans

PROGRAMME

Vendredi 17 novembre 2017
18h00-20h00 : Veillée de prières (corps présent) et de chants à l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo (Paroisse Tokoin Centre) sis à DOBLEAWOU près de l'école Adjallé

Samedi 18 novembre 2017
06h00 : Mise en bière
07h00 : Culte d'Enterrement à la même Eglise suivi de l'inhumation au cimetière de Bè-Kpota ainsi que la sortie de deuil dans la maison mortuaire

Dimanche 19 novembre 2017
09h00 : Culte d'action de grâce dans la même Eglise

Maison mortuaire : Maison DUMAHASI à Tokoin Ramco (Immeuble SAPNA)

La presse sénégalaise s'intéresse à la crise togolaise

Suite de la page 6

2014, semble posséder les moyens pour son action politique. Il détiendrait le nerf de la guerre et cela l'autorise à ravir la vedette et à conduire l'opposition traditionnelle, toujours incarnée par Jean Pierre Fabre et consorts. En tout cas, il est rare de voir des partis d'opposition distribuer des pécules aux manifestants pour les motiver. C'est pourtant le cas ces derniers temps au Togo.

Cette nouvelle donne conforte les tenants du pouvoir dans l'idée que cette crise politique, subite au Togo, est suscitée et entretenue par de riches pays arabes. La crispation politique est survenue au moment où le Togo avait annoncé l'organisation à Lomé d'un Sommet Afrique-Israël. Une telle perspective n'a pas l'heur de plaire à tout le monde.

Le gouvernement togolais a fini par renoncer à la tenue de cette rencontre internationale sur son sol. De toute façon, les manifestants des 19 et 20 août 2017 étaient partis des mosquées et des prêches de certains imams avaient stigmatisé le caractère «anti-musulman» du régime de Faure Gnassingbé. Un certain irrédentisme tribal avait aussi été constaté.

Des images de séances publiques de libation et autres prestations de serment sur le Coran, pour s'engager à donner sa vie pour la cause musulmane au Togo, ont aussi circulé. Il n'est pas besoin de dire que dans le contexte ouest-africain marqué par le péril islamiste, de telles situations doivent être motifs de préoccupation. Un chroniqueur togolais relève avec ironie que les chefs de l'Eglise catholique togolaise qui s'étaient empressés au lendemain des premières manifestations à sortir une

déclaration, endossant les revendications politiques de l'opposition, n'avaient peut-être pas été éclairés par les lumières du Seigneur.

En revanche, les guides religieux musulmans avaient vite fait d'appeler à discerner la bonne graine de l'ivraie pour éviter que tous les forfaits soient commis au nom de leur religion. La conférence épiscopale du Togo est en train de faire acte de contrition pour assurer le régime au pouvoir de sa bonne foi. Pour leur part, les journalistes qui osent encore dénoncer les dérives de l'opposition sont violentés ou menacés de représailles. Cela révèle l'immaturité de l'opposition dirigée par Tikpi Atchadam qui a commis une autre bourde d'appeler le Président français Emmanuel Macron à intervenir dans le conflit politique togolais.

Pourtant, il continue de prôner «la rupture avec l'ordre néocolonial français». L'autisme du pouvoir de Faure Gnassingbé Le Togo est dans une impasse. Le Président Faure Gnassingbé reste reclus dans son Palais. Le Togolais lambda aimerait bien entendre le timbre de la voix du chef de l'Etat en ces temps d'incertitudes. Faure Gnassingbé ne change rien à ses habitudes. Il s'emmure dans un silence pesant. La seule déclaration qu'il s'est permis de faire a été consentie à l'occasion du congrès statutaire de son parti «Unir», tenu à Tsévié le 28 octobre 2017. Le chef de l'Etat togolais voudrait rester droit dans ses bottes.

Dans une brève allocution, il continue de s'étonner que le monde le juge injustement et que les médias finissent par «faire d'un homme simple un dictateur sanguinaire». On croit encore



Madiambal Diagne

entendre ses conseillers qui n'ont à la bouche que le mot : «La faute est aux médias.» Faure Gnassingbé ne laisse pas moins le monde circonspect quant à sa capacité à changer le cours des choses. Son pouvoir a donné l'impression d'avoir été dépassé par la situation et nul n'a véritablement compris la passivité face aux manifestations insurrectionnelles de l'opposition.

Les autorités togolaises, gagnées par une certaine phobie à arrêter des opposants, semblent miser sur une stratégie de faire le dos rond, c'est-à-dire d'attendre un essoufflement des manifestants. Les manifestations quotidiennes gênent les activités économiques et sociales. La ville de Lomé vit une grande morosité. Les hôtels et autres lieux publics sont vides. Les populations mettent leurs voitures à l'abri d'éventuelles casses. Les commerces baissent rideaux pour éviter les pillages. Les militants du parti présidentiel commencent à mettre en place des groupes de riposte à ce qu'ils appellent les exactions de l'opposition. Quelques échauffourées ont été notées dans la capitale Lomé.

Dans un climat pareil, le business se meurt au Togo, et cette situation risque d'aggraver les difficultés du pays. Le pouvoir reste dans sa tour d'ivoire et ne prend pas conscience de ses lacunes et insuffisances. Faure Gnassingbé croit que ses

réalisations parlent pour lui. Des supporteurs du camp du pouvoir cherchent à distinguer le régime de Faure Gnassingbé de celui de son père Gnassingbé Eyadema. Ils veulent enlever de la tête des gens toute idée que Faure Gnassingbé devrait être comptable des années de pouvoir (1967-2005) de son père.

Au slogan de l'opposition qui fustige «50 ans d'une même famille», le pouvoir rétorque que «Faure n'a encore passé que 12 ans à la tête du Togo». Comme si cela avait de l'importance aux yeux de l'opinion publique ! Il n'y a pas eu au Togo, au décès de Gnassingbé Eyadema, une succession «sous bénéfice d'inventaire». Faure Gnassingbé avait aussi hérité du passif laissé par son père. Il faut se rappeler qu'il avait été imposé au pouvoir par l'Armée. De nombreux officiels continuent de minimiser les manifestations populaires et semblent se suffire du soutien des forcées armées.

La situation est encore plus stupéfiante quand de hauts responsables de l'Etat togolais trouvent qu'il n'y aurait rien à discuter avec l'opposition du fait de son exigence d'un départ immédiat du Président Faure Gnassingbé.

Aux manifestations de l'opposition, le pouvoir réplique par des mobilisations monstres, avec des partisans chantant, dansant, et drapés aux couleurs bleu-blanc du parti «Unir», avec des casquettes vissées sur la tête, des t-shirts et des milliers de kilomètres de pagnes distribués. Ils se croient encore «forts derrière Faure». Le camp de Faure Gnassingbé peut encore compter sur la fidélité et la loyauté de l'Armée. Jusqu'à quand ? Surtout que le moral des troupes semble

tomber au plus bas, devant les dépouilles des soldats assassinés par des manifestants de l'opposition.

Aussi, ces militaires ne viennent-ils pas des mêmes chaumières que les manifestants ? Tikpi Atchadam a sa formule dans l'édition du journal français Le Monde du 20 septembre 2017. Il y déclare notamment que «l'Armée d'aujourd'hui n'est plus celle de Eyadema. Elle est mieux éduquée, plus ouverte. Les mentalités ont évolué. Il faut seulement leur faire prendre conscience qu'ils appartiennent eux aussi au même Peuple togolais, qu'ils connaissent les mêmes difficultés, la même misère. C'est la théorie du mouton et du piquet. Le mouton, ce sont les Togolais. Le piquet, c'est l'Armée. Le piquet n'a pas la conscience de son état ni du fait qu'il est lié au mouton par la même corde. Il faut lui en faire prendre conscience, ou alors il sera arraché de terre, comme cela s'est passé au Burkina Faso».

L'exemple burkinabè hante les esprits au Togo. Et ce pays reste le seul, dans l'espace de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), à ne pas avoir connu de changement de régime politique les dix dernières années. Une telle spécificité peut encore jouer sur le moral des opposants. Ne faudrait-il pas engager le dialogue avant d'en arriver à des extrémités ?

Faure Gnassingbé a déjà dit à ses homologues chefs d'Etat et au président de la Commission de la Cedeao, Marcel Alain De Souza, son ouverture au dialogue. Reste à en prendre l'initiative. Togo, si l'on n'y prend garde...

SOURCE : Le Quotidien N° 4420 Lundi 6 Novembre 2017



COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#

2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Tronçon Notsè-Tohoun :

De fausses rumeurs autour d'un possible rétrécissement de la voie à hauteur de Tohoun

Les spéculations vont bon train sur un prétendu rétrécissement du tronçon Notse-Tohoun de quoi s'agit il exactement ? En effet depuis quelques jours, des informations faisant état d'une crainte des populations de Tohoun, sur un possible rétrécissement de la route à hauteur du canton de Tohoun, dont les travaux de bitumage sont confiés à « MNS Groupe » circulent.

Ces informations relèvent que la population de Tohoun s'apprêterait à saisir les autorités sur ce qu'elle considère comme étant une anomalie qui risque d'être constatée dans le bitumage de la route et la réalisation des caniveaux dont les dalles sont prévues pour être posées en respect au cahier de charges et aux normes connues dans le domaine. Il en est de même pour le bitumage dont les normes doivent respectées celles prescrites par l'UEMOA.



S'agissant de la route Notsè-Tohoun, qui fait objet de toutes les attentions en ce moment, les vicissitudes ayant entourées l'attribution de cette route aux entreprises devant la construire aidant, le ministre des travaux publics Nissao Gnoum avait eu à déclarer il y a à peine deux ans de cela, que cette route « vait présenter en rase campagne, comme une plate-forme de 10 m de large, soit une chaussée de 7 m de large avec deux accotements de 1,5 m de part et d'autre, et en agglomération, la largeur de la plateforme sera de 13 m avec une chaussée de 9 m de large

et deux trottoirs de 2 m de part et d'autre ». Et c'est justement sur la base de ces prescriptions que l'entreprise qui a en charge la bitumage de cette route soumet ses travaux sous la supervision d'ailleurs du maître d'ouvrage qu'est le ministère des travaux publics.

« Il n'y a pas de raison pour que la population de Tohoun s'alarme en pensant qu'il aurait des anomalies à quelque endroit que ce soit. Nous veillons à cela et nous resterons intransigeants sur tant est que cela ait été constaté et approuvé par le ministère. Ce sont donc des craintes injustifiées monsieur

le journaliste », nous a confié une source au ministère des travaux publics à qui nous nous sommes adressés pour en savoir un peu plus sur les informations qui circulaient à ce propos.

La déclaration de notre source vient confirmer celle que nous avons eue des populations à la suite d'une réunion organisée à cet effet.

En effet, le mardi 24 octobre dernier, une réunion entre les populations et les responsables de l'entreprise en charge des travaux, MNS, Groupe, s'est tenue, en vue de vérifier la véracité des informations sur une possible rétrécissement de la route. Lors de cette réunion des explications ont été fournies et il a même été procédé à la mesure des dimensions de la route au niveau de la partie qu'on tente d'incriminer.

« Après vérification, nous avons constaté par nous-mêmes que la route n'a pas été rétrécie comme on tente

de le faire croire. Ce n'est pas vrai monsieur », nous a confié un jeune cadre présent à la réunion.

« MNS Groupe », dans le viseur ?

Au regard de tout ce qui précède, il y a lieu de s'interroger sur ce qui se cache derrière une telle manœuvre.

En effet, ce n'est plus un secret pour personne que « MNS Groupe » a été objet de tous les coups, après que plusieurs entreprises en raison de leur incapacité à répondre favorablement aux prescriptions du cahier de charge, aient abandonné. Certains sont allés jusqu'à accuser le groupe et son PDG, d'être derrière la décision du gouvernement de leur retirer la charge des travaux sur certaines portions, comme si le groupe et son PDG avaient ce pouvoir décisionnel de retirer les marchés auprès des entreprises de BTP.

La Rédaction



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

N° 7596/17 CNSS/DG/DAIICE/DRI/DFC-DCRP

COMMUNIQUE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE RELATIF AU REVERSEMENT DES COTISATIONS SOCIALES AUX ENSEIGNANTS

En application de la recommandation N°2 de la cellule ad hoc créée par arrêté N°2017-003/PMRT du 20 mars 2017 et placée auprès du ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative pour régler les questions de cotisations ou de prélèvements opérés sur les salaires de certains enseignants auxiliaires avant leur reversement dans le cadre des fonctionnaires, le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale informe les enseignants auxiliaires concernés que l'opération de rétrocession des prélèvements sera effective sur l'ensemble du territoire national du **mercredi 18 octobre 2017 au lundi 18 décembre 2017 aux guichets de tous les bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT).**

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale tient à souligner que cette opération ne concerne que :

- les enseignants auxiliaires actifs, retraités ou décédés qui ont fini de payer les retenues rétroactives à la Caisse des Retraites du Togo (CRT) au nombre de mille quatre cent soixante-quatre (1.464) ;
- les enseignants auxiliaires dont le paiement des retenues rétroactives est en cours à la Caisse des Retraites du Togo (CRT) au nombre de quatre mille quarante-huit (4.048), soit un effectif total de 5512 enseignants auxiliaires.

Les intéressés sont invités à se présenter aux niveaux des bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT) sur l'ensemble du territoire national, munis de leur pièce d'identité en cours de validité.

N.B. : La liste détaillée des concernés sera affichée au sein des Divisions Régionales de la CNSS et des bureaux de la Société des Postes du Togo (SPT) sur l'ensemble du territoire national.

Fait à Lomé le 16 Octobre 2017



Route d'Atakpamé 1 BP 69 Lomé 1 et 1 BP 199 Lomé 1 LOME - TOGO Tél: (228) 22 25 96 96 Télécopie : (228) 22 51 99 26
BIA-TOGO 00136280001 - 64
BTCI 05904200167 - 58
ECOBANK 7010231400063401
BOA 01002 001103970008 39

CCP - LOME 6310002011001000
BPEC 11354150015
Diamond Bank 223004172016-68
SOCIETE GENERALE 01900 000024320101 46

UTB 310040544004000
SIAB 01251104005071
ORABANK Lomé 030301992001-53
CORIS BANK 01001 000241024101 96